



Montpellier, le 26 septembre 2012

VISITE DU DIRECTEUR GENERAL

DECLARATION INTERSYNDICALE DE L'HERAULT

Le département de l'Hérault est un département très attractif.

Selon les chiffres de l'INSEE, la population augmente en moyenne de 1,5% par an depuis 1999 et continuerait de croître fortement à l'horizon 2030.

Entre 2000 et 2012, 108 920 entreprises se sont créées dans l'Hérault et en 2011, la région Languedoc Roussillon conserve la 1^{ère} place pour le renouvellement de son tissu productif.

Dans le même temps, le taux de chômage explose.

En parallèle, malgré ce contexte, ces dernières années, les suppressions d'emplois dans notre administration financière ont été importantes : 35 suppressions d'emplois en 2012 ; 52 suppressions d'emplois en 2011 ; 37 suppressions en 2010 ; 22 suppressions en 2009, soit plus de 10% de suppressions d'effectifs en 4 ans pour la DRFIP 34.

Une petite étude sur l'évolution des charges et des emplois entre 2005 et 2009 nous permet d'affirmer que sur cette période les charges de gestion pour les CDI / SIP ont augmenté de 7% et les emplois ont diminué de 4%. De même pour les SIE, les charges ont augmenté de 30% et les emplois diminué de 4%. Ces chiffres démontrent le caractère aberrant des suppressions d'emplois, d'autant plus que ces tendances ont été aggravées depuis 3 ans.

Comme vous avez su le dire à nos représentants nationaux, nous savons que nos métiers sont « au cœur de la république ».

Nous vous demandons de préserver nos capacités d'action en matière d'assiette, de recouvrement, de contrôle de l'impôt ou de conseil aux collectivités locales, ce qui contribuera à réduire le déficit budgétaire.

Pour accomplir chacune de nos missions, il faut non seulement arrêter les suppressions d'emplois mais entamer un état des lieux approfondi permettant d'évaluer les besoins en emplois et créer ces derniers partout où c'est nécessaire.

Les agents des finances publiques de ce département n'en peuvent plus : « moins nombreux, moins payés, moins prioritaires » !

L'accueil cannibalise les autres missions.

Nous disons halte à la pression pour satisfaire les indicateurs, au travail imposé pour atteindre les chiffres attendus par le ministre pour un affichage purement politique !

Les agents ne sont plus fiers de leur travail, le mal être est grandissant dans les services et ne fait que s'accroître avec le contrôle interne.

Et ce ne sont pas les Espaces de Dialogue (EDD), les enquêtes ergonomiques sur les Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) ou le Tableau de Veille Sociale qui résoudront le problème.

La souffrance au travail prend sa source dans ces constatations : les gains de « productivité » accumulés ont un coût humain inacceptable.

Il est temps de changer de cap !

Non pas pour le « moins disant » en matière de réalisation des missions et de qualité de travail comme notre DRFIP nous y invite à chaque rencontre, mais en mettant sur la table tous les sujets : l'évolution des charges ; les besoins de formation face à l'évolution juridique (réformes fiscales continues), technique (applications informatiques) et structurelle (CDI-CDIF) ; la qualité du travail réalisé et son organisation; sans oublier le retour légitime des efforts des agents en termes de revalorisation indiciaire et de reconnaissance professionnelle.

Le nouveau Président de la République a promis le « changement, maintenant » et annoncé la fin de la RGPP. Cela doit se traduire concrètement.

La résorption de la dette et du déficit ainsi que la sortie de crise ne peuvent pas se faire par de nouvelles coupes dans les dépenses publiques et par des pressions sur les salariés.

Depuis votre prise de poste vous allez sur le terrain, à la rencontre de « la vraie vie ».

Quelques questions pour illustrer les préoccupations des personnels, leurs attentes et leurs peurs :

- **1 agent Berkani travaille à 100% dans ce département. Quand sera-t-il titularisé ?**
- **Des indemnités « Zones Urbaines Sensibles » (ZUS) existent (Toulouse, Mantes la Jolie). Pourquoi pas ici (La Paillade) ? et qu'en sera-t-il des nouvelles Zones de Sécurité Prioritaires (ZSP à Lunel, Mauguio, Montpellier pour 4 quartiers) ? Quelles seront les conditions de travail dans ces zones ? Y aura-t-il des créations d'emplois supplémentaires ?**
- **Un dossier pour améliorer l'accessibilité et la sécurité de l'accueil du CFP de La Paillade a été soumis à la Centrale. Validation ou non validation? Où en sommes-nous ? quelle réponse ?**
- **Le maillage territorial des trésoreries du Secteur Public Local va-t-il être maintenu et tiendra-t-il compte de l'augmentation de la population et du nombre d'entreprises, des transferts de compétence de l'Etat vers les Collectivités Locales ?**
- **Quel avenir pour le secteur public hospitalier? Et quel devenir pour la totalité de nos missions?**
- **La création de pôles a permis de supprimer de l'emploi. Il faut arrêter de croire au miracle des pôles. Nous avons quelques exemples dans le département : PRS, CPS, PCE, Enregistrement.**
- **Les pôles « enregistrement » ont été mal calibrés dès leur création. Ces pôles accumulent des retards, les abandons de tâches y sont légion ! Le management à la baguette n'a rien résolu, pas plus que l'acharnement d'un chef de service à imposer des périodes blanches, bleues et rouges pourtant proscrites par la Centrale.**

Quelle forme de management allez-vous promouvoir ?

- **Lors des campagnes, la réception physique et téléphonique du public vide les services des SIP de leurs agents. Pendant ce temps le courrier s'entasse. Les contentieux, les gracieux, les contrôles peuvent toujours attendre. Il faut entretenir l'illusion auprès du public qu'il y a suffisamment d'effectif pour s'occuper d'eux.**

Mais la campagne c'est aussi les sorties de rôles. Et pour les agents de l'accueil c'est le début des angoisses. Gel des barèmes, des abattements et plafonnement de la case E contribuent à une augmentation de la fréquentation du public. La DGFIP a transmis ses craintes aux directions locales quant aux répercussions des nouvelles dispositions fiscales rudes pour les classes populaires et les classes moyennes. 9 millions de personnes sont touchés. Sur fond de crise économique particulièrement dure la réception du public est très tendue. Il ne se passe pas un jour sans qu'un incident se produise avec un contribuable. Les agents de l'accueil se sentent insuffisamment protégés, ont peur, se sentent seuls malgré la création de postes de cadres A chargés de l'accueil, financés par les suppressions d'emplois d'agents d'exécution. En somme, dans la plupart des Accueils les agents se demandent « s'il y a un pilote dans l'avion ». Comme un malheur n'arrive jamais seul, déjà trois agents du site Montpellier Paillade se sont faits agressés physiquement à la sortie de leur travail. Le devoir de la direction est de tout faire pour protéger ses agents. Bien que sensible à ces situations, la DRFIP ne fait que constater la dégradation des conditions de travail.

- **Quelles solutions y apporterez-vous ?**
- **Enfin, un malaise profond est ressenti par un grand nombre d'agents tous grades confondus. Il est multiforme : sentiment d'éloignement de plus en plus grand des centres de décision qui impactent leur vie de tous les jours ; sentiment d'absence d'écoute véritable à l'égard des préoccupations concrètes vécues quotidiennement ; sentiment d'absence de transparence...**

Voilà, en résumé, quelles sont les attentes que nous voulions porter auprès de vous à l'occasion de cette rencontre.

Nous vous remercions d'en prendre connaissance et restons dans l'attente des réponses que vous voudrez bien leur apporter.